



# GUILLAUME GONTARD

- SÉNATEUR DE L'ISÈRE -

VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

## LE SÉNAT

Composé de 348 sénateurs, le Sénat est la seconde chambre du Parlement français. Il est élu au suffrage universel indirect par l'ensemble des élus locaux. A ce titre, il fait office de « chambre des territoires ». Le Sénat complète l'Assemblée nationale avec une approche plus technique et plus consensuelle de l'élaboration de la loi. En cas de désaccord l'Assemblée nationale a le dernier mot.

### MON ARRIVÉE AU SÉNAT

J'ai été élu sénateur le 24 septembre à la tête de la liste un « Engagement commun » réunissant communistes, écologistes et membres de Génération.s (anciennement Mouvement du 1<sup>er</sup> juillet de Benoit Hamon).



Comme je m'y étais engagé durant la campagne j'ai rejoint le Groupe communiste, républicain, citoyen devenu pour l'occasion Groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste. Je suis « rattaché » au groupe, ce qui me permet de conserver une certaine indépendance dans mes choix.

Pour suivre l'actualité du groupe CRCE au Sénat : [www.senateurscrce.fr](http://www.senateurscrce.fr)

### FIN DE LA RÉSERVE PARLEMENTAIRE

Suite à la loi sur la transparence de la vie publique les sénateurs et députés n'ont plus de réserve parlementaire à leur disposition et ne peuvent plus directement attribuer de subventions.

Une partie seulement du budget alloué à ces subventions a été transférée par l'Etat dans le cadre de la DETR et sera distribué suivant des critères définis en commission départementale. J'ai été désigné pour siéger dans cette commission avec 3 autres parlementaires isérois.

## ÉDITO

J'ai le plaisir de vous adresser cette première lettre d'information qui témoigne de mon attachement à vous faire connaître de manière régulière mes activités au Sénat ainsi que mes interventions sur le terrain, à travers l'ensemble du département de l'Isère.

Depuis mon élection le 24 septembre dernier, ces 4 mois d'exercice ont été particulièrement riches et instructifs. Mon rattachement au sein du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste a facilité ma prise de fonction. Il s'agit d'un groupe composé de 15 sénateurs-rices qui facilite l'expression individuelle. Ma capacité d'action dans l'hémicycle et sur le terrain est renforcée par la vice-présidence qui m'a été confiée à la commission Aménagement du territoire et Développement durable.

Le fil rouge de mon engagement est l'accompagnement des territoires dans la transition écologique et sociale avec une attention particulière pour les communes rurales et les territoires de montagne.

En vertu du non cumul des mandats, auquel j'étais favorable, j'ai démissionné de mon mandat de maire de la commune du Percy, dans le Trièves. Mais mon expérience de maire de 170 habitants pendant plus de 10 ans et mon mandat actuel de conseiller municipal, marquera sans conteste mes actions au Sénat dans la représentation des territoires.

J'aurai plaisir à vous rencontrer lors de mes déplacements en Isère ou à la permanence parlementaire. En attendant je vous laisse le soin de découvrir l'activité de ces 4 derniers mois.

*Guillaume Gontard*

## MON TRAVAIL LÉGISLATIF

### Ordonnances sur l'évaluation environnementale

Dès mon arrivée, je me suis immédiatement mis dans le bain en défendant la position de mon groupe lors de l'examen d'ordonnances prises par le Gouvernement précédent, visant à renforcer le dialogue environnemental afin d'éviter de nouvelles tensions sur des grands projets (Sievens, Notre-Dame-des-Landes...). Si l'ambition de ce texte était louable, force est de constater que son contenu est quelque peu décevant.



### Projet de loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures

Je me suis également beaucoup investi lors des débats autour du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures. Nous sommes en parfait accord avec la philosophie de ce texte mais nous avons regretté son manque d'ambition, la

date butoir de 2040 étant lointaine et souffrant de trop d'exceptions alors que l'enjeu climatique est immédiat. Les débats au Sénat ont été très décevants, la majorité sénatoriale (LR) faisant tout son possible pour vider ce texte, déjà trop léger, de sa substance. Un seul de nos amendements a été adopté, le moins ambitieux. Finalement, l'Assemblée nationale a rétabli sa version du texte. Nous nous félicitons du symbole à défaut d'être pleinement satisfait du contenu.

### Amendement sur les crédits des Agences de l'Eau

Lors de l'examen du Projet de loi de finances 2018 (le budget), j'ai fait adopter un amendement supprimant l'article 54 relatif aux crédits des Agences de l'eau. Le Gouvernement a souhaité flécher une partie de ces crédits vers l'Agence française de la biodiversité (AFB) et à l'Office national de chasse et de la faune sauvage (ONCFS). Mettant fin au principe de l'eau paye l'eau, les Agences de l'eau vont devoir partager un budget déjà bien réduit. Par ailleurs l'AFB et l'ONCFS remplissent des missions essentielles qui nécessitent des financements propres. Cet amendement invitait le Gouvernement à revoir sa copie, ce qu'il n'a pas fait, rétablissant l'article 54 lors du dernier examen du budget à l'Assemblée. Je le déplore.

### Résolution pour déclarer le fret ferroviaire d'intérêt général

J'ai également défendu la proposition de résolution de mon groupe demandant au Gouvernement de déclarer le fret ferroviaire d'intérêt général et de le développer comme s'y était engagé ces prédécesseurs. C'est un investissement indispensable pour respecter l'accord de Paris alors que toujours plus de camions de marchandises circulent sur nos routes.

## MES INTERPELLATIONS AU GOUVERNEMENT

**Ma première question au Gouvernement a été posée au ministre de l'Intérieur.** Je lui ai demandé si sa politique migratoire inhumaine était compatible avec « le devoir et l'honneur de la France » invoqués sur ce sujet par le président de la République.

J'ai interpellé **le ministre de l'Agriculture** sur la fin de la participation de l'Etat aux aides au maintien de l'agriculture biologique, une aberration !

J'ai interrogé **le ministre en charge du Numérique** sur l'accessibilité numérique pour les communes de montagne et la manière de résorber les « zones blanches ».



A la suite du « One planet summit » j'ai interpellé **la secrétaire d'Etat à la Transition écologique et solidaire** sur le danger que pouvait constituer les financements dits « verts » s'ils n'étaient pas mieux encadrés.



RETROUVEZ L'ESSENTIEL DE MES INTERVENTIONS SUR MA CHAÎNE YOUTUBE

# MON ACTION EN ISÈRE

## TEPCV (TERRITOIRES À ÉNERGIE POSITIVE ET CROISSANCE VERTE), LES FINANCEMENTS DOIVENT ÊTRE MAINTENUS



**Le 26 septembre dernier, le ministre de la Transition écologique et solidaire précisait dans une circulaire devoir limiter les financements TEPCV à un montant total de 400 millions d'euros.**

Or les engagements initialement prévus s'élevaient à 750 millions d'euros. Plusieurs communes iséroises engagées dans des projets risquent aujourd'hui de perdre tout ou partie de leur subvention. Aux côtés d'autres sénateurs, j'ai soutenu deux amendements pour assurer l'intégralité du financement prévu des programmes TEPCV. Je suis convaincu que la transition énergétique passe par une implication forte des territoires. Elle doit pour cela s'accompagner de mesures incitatives et pérennes. Suite à ces interventions, le ministre a annoncé des crédits supplémentaires de 75 millions d'euros pour l'année 2018 et nous a assuré d'une meilleure prise en compte des dossiers déjà engagés.

## PAS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SANS HYDRO-ÉLECTRICITÉ ET SANS LE SITE DE GENERAL ELECTRIC À GRENOBLE



**En 2015, General Electric (GE) rachetait la branche électricité d'Alstom en promettant la création de 1000 emplois sur le territoire national. Cette promesse déjà oubliée, dès 2016, GE annonce la suppression de 6 500 emplois en Europe dont 765 en France et 345 emplois sur le site de Grenoble, soit près de la moitié des effectifs.**

Pourtant GE Hydro Grenoble est une entreprise centenaire, détentrice d'un savoir-faire hors pair. L'usine de Grenoble est à l'origine de l'installation de 25% du parc hydroélectrique mondial, dont la plus grande centrale électrique du monde : le barrage des Trois gorges en Chine.

L'hydroélectricité est un levier essentiel de la transition énergétique. Abandonner GE Hydro c'est renoncer à un modèle énergétique robuste, économe et durable face aux enjeux d'approvisionnement en énergie. Aux côtés des élus locaux, de l'intersyndicale et d'autres parlementaires de l'Isère j'ai interpellé à plusieurs reprises les ministres concernés : Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, Muriel Pénicaud, ministre du Travail et enfin le Premier ministre.



**Bonne nouvelle :** le 12 janvier, nous apprenons le refus d'homologation par la DIRECCTE\* du Plan de Sauvegarde des Emplois proposé par la direction de GE, qui ne remet pas en cause, malheureusement, la pertinence du projet de restructuration mais qui prolonge les délais de concertation avec les salariés et donc de poursuite d'actions pour préserver le site de Grenoble.

\* Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Auvergne-Rhône-Alpes

## FERMETURE DE LA LIGNE FERROVIAIRE GRENOBLE-GAP : UNE PERSPECTIVE INENVISAGEABLE !

**Depuis plusieurs années, les associations d'utilisateurs, les populations se battent aux côtés des élus locaux contre les dégradations de service sur la ligne ferroviaire Grenoble-Veynes-Gap.**



Cette ligne dessert quotidiennement 900 voyageurs et ce chiffre pourrait être largement supérieur si la qualité du service était au rendez-vous.

En l'absence de travaux de modernisation de l'infrastructure, la ligne est aujourd'hui menacée de fermeture. Cette perspective est inenvisageable !

J'ai interpellé le ministre des Transports à plusieurs reprises au Sénat et dans le cadre des Assises nationales de la mobilité pour faire comprendre l'enjeu vital de cette ligne et de l'étoile ferroviaire de Veynes sur le réseau TER. Avec plusieurs parlementaires et élus locaux des Hautes-Alpes, de la Drôme, et de l'Isère nous avons adressé un courrier au président de la République pour lui demander d'engager avec les Régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur les budgets d'investissement inscrits au Contrat de Plan Etat-Région pour la modernisation des lignes ferroviaires.



## LE PLAN LOUP 2018-2023 SUSCITE DE VIVES INTERROGATIONS

J'ai interrogé le ministre Nicolas Hulot le 21 décembre dernier sur les annonces faites sur le nouveau plan loup 2018-2023.

Ce document, très attendu par les éleveurs, les élus et les associations doit préciser les mesures pour concilier à la fois le maintien et le développement de filières d'élevage et la conservation du loup en limitant sa prédation. Je serai vigilant aux moyens accordés à l'ONCFS (Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage) pour garantir ses missions de suivis sur le terrain, assurer également des évaluations sur l'efficacité des tirs et proposer de véritables mesures de protection et de régulation.



## MES DÉPLACEMENTS

### COP 23 « MAKE OUR PLANET GREAT AGAIN » NE DOIT PAS RESTER UN SLOGAN



J'étais présent du 12 au 14 novembre à Bonn pour la COP 23 sous la présidence des Fidji. Deux ans après l'accord de Paris, nous sommes à un moment charnière. Alors que les feuilles de route des Etats ne permettent pas, à ce stade, de maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2° C, il est temps de passer à la vitesse supérieure et d'engager une véritable transition énergétique.

### ETATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION, QUELLE AMBITION SUR LA BIO ?

Le 17 novembre se tenait le second séminaire départemental dans le cadre des Etats généraux de l'alimentation. Après l'arrêt du soutien de l'Etat aux aides au maintien de l'agriculture biologique, j'ai

rappelé la nécessité d'engager une transition de nos modes de production agricoles et d'encourager l'action des collectivités en matière de restauration collective.

### SITUATION INQUIÉTANTE DANS LES CENTRES DE COURRIER

Après l'annonce en 2013 du plan de restructuration du Groupe de la Poste pour faire face à la diminution du courrier, le bilan est désastreux. Le centre de courrier



de la Mure n'échappe pas à ce constat. J'ai rencontré à plusieurs reprises les salariés, dont la suppression de tournées a rendu les conditions de travail insupportables et les maires qui constatent l'absence de distribution certains jours. Je rencontrerai prochainement la Direction de la Poste pour alerter sur cette dégradation du service postal.

### RENCONTRES DES BAILLEURS SOCIAUX DE L'ISÈRE

Le 06 novembre, j'ai rencontré les représentants des bailleurs sociaux de l'Isère. J'ai pu mesurer dans le détail les conséquences dramatiques des mesures proposées par le Gouvernement pour compenser la baisse de l'Aide personnalisée au logement (APL) sur les ressources budgétaires des organismes HLM mais également sur la construction et la réhabilitation du parc de logement social. J'ai soutenu les amendements déposés par



plusieurs groupes au Sénat pour supprimer l'article 52 du projet de loi de finances 2018 finalement rétabli par l'Assemblée nationale. Une commission interparlementaire a été proposée au Sénat pour aboutir à des mesures compensatrices.

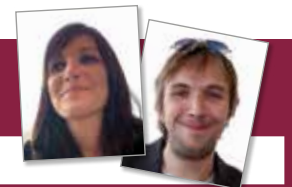
## NOTRE ORGANISATION

### LE COMITÉ SÉNATORIAL

Mis en place pendant la campagne électorale, ce groupe est composé des élus de la liste, de citoyens motivés et de l'expérimentée Annie David, ancienne sénatrice. Ce groupe m'accompagne dans mes actions et se veut un espace de réflexion et de propositions.

Membres du comités : Annie DAVID (secrétaire fédérale PCF 38), Simone TORRES (conseillère municipale de Pont-de-Claix), Myriam LAIDOUNIS-DENIS (conseillère régionale Auvergne-Rhône-Alpes), Pierre BARRUZZI (conseiller municipal du Cheylas), Fabrice SERRANO (maire de Saint-Bernard-du-Touvet et vice-président de la communauté de communes du Grésivaudan), Bernard BOURGIER (maire de Moras, conseiller communautaire de l'Isle de Crémieu), Maryvonne BOILEAU (conseillère municipale déléguée à la Ville de Grenoble), Gaël Roustan, Soukaina Larabi, Maxime Gonzales, Florence Guesdon.

### LES COLLABORATEURS



**Fabien DUQUESNE - Paris** [f.duquesne@clb.senat.fr](mailto:f.duquesne@clb.senat.fr) / 06 79 16 83 91

Formation en Histoire et Sciences politiques. Exerce en tant que collaborateur parlementaire depuis 6 ans, à l'Assemblée nationale d'abord puis pour le sénateur PS Gaëtan GORCE et le sénateur EELV Jean DESESSARD.

**Delphine LAVAU - Grenoble** [d.lavau@clb.senat.fr](mailto:d.lavau@clb.senat.fr) / 07 89 71 67 47

Formation en Aménagement du Territoire et Sciences Politiques. Responsable de structures de développement dans plusieurs départements alpins. A collaboré avec Guillaume Gontard pendant 4 années dans le cadre du Contrat de Développement Rhône-Alpes Alpes Sud Isère.

> Un collaborateur à mi-temps sur la communication viendra prochainement renforcer l'équipe.

### PERMANENCE PARLEMENTAIRE

3 RUE GABRIEL PÉRI - 38000 GRENOBLE  
TÉL. 04 38 86 28 74

### BUREAU AU SÉNAT

15, RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06  
TÉL. 01 42 34 39 60

RETROUVEZ TOUTE NOTRE ACTUALITÉ ET  
ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER SUR :

[WWW.GUILLAUME-GONTARD.FR](http://WWW.GUILLAUME-GONTARD.FR)

